



Arguments

N. Sarkozy et les investissements d'avenir : beaucoup de communication, peu de résultats

27 juin 2011

1. Une intervention à visée électorale

- **N. Sarkozy a décidé d'occuper le terrain médiatique le 27 juin 2011**, à la veille de l'ouverture des candidatures à la primaire citoyenne socialiste.
- **C'est avec 15 jours de retard que le chef de l'Etat a choisi de parler de l'emprunt lancé l'an dernier.** Sa conférence de presse devait initialement avoir lieu il y a deux semaines.
- **Mais plus que l'avenir de la France, c'est son avenir électoral qu'il avait à l'esprit.** Cette utilisation politicienne du développement économique de la France n'est pas à la hauteur de l'enjeu : elle en dit long sur les priorités de l'exécutif et sur l'état de panique qui le saisit à moins d'un an des scrutins de 2012.

2. Les trois limites de « l'Emprunt Sarkozy »

- **L'emprunt Sarkozy, qui devait représenter 22 milliards d'argent nouveau, a donné lieu à plus de communication que de résultats.**
- **Il faudra que l'argent annoncé à Paris arrive effectivement dans les entreprises, les universités, les laboratoires de recherche dans les territoires** - on n'en est hélas pas là.
- **3 points caractérisent le petit « grand emprunt » de N. Sarkozy :**

- **Les sommes engagées sont limitées**

- L'effort massif annoncé pour l'industrie et les PME se limite au final à 6,5 milliards d'euros.
- Les Universités et les laboratoires attendent toujours de voir les 20 milliards que Nicolas Sarkozy, en campagne pour sa réélection, a annoncé ce matin avoir mis à leur disposition. Ces milliards sont parfaitement virtuels. Pour l'essentiel, il s'agit de fonds placés, dont seuls les intérêts peuvent être dépensés. En réalité, c'est moins d'un milliard d'euros par an qui peuvent être utilisés par les Universités et les laboratoires. En plus, ces sommes viennent se substituer aux crédits budgétaires. C'est ainsi que cette année, les crédits octroyés par le CNRS à ses laboratoires ont baissé de 11% : on déshabille Pierre pour habiller Paul.

Et surtout, ce n'est pas d'un plan unique de 35 Md€ dont la France a besoin, mais de 35 Md€ par an. Pour disposer de ces moyens, encore aurait-il fallu ne pas vider les caisses de l'Etat avec des cadeaux fiscaux injustes et surtout improductifs, comme l'a encore rappelé la Cour des comptes la semaine dernière.

- **Les plans d'investissement menés par ce Gouvernement manquent d'une vision stratégique.**

Limités, les fonds sont éparpillés et, surtout, trop de structures intermédiaires interviennent. La coordination est absente ou insuffisante entre la Caisse des Dépôts, le Fond stratégique d'investissement (FSI), Oséo, le Commissariat général à l'investissement, mais aussi la Conférence générale de l'Industrie. Faute d'approche stratégique, l'emprunt Sarkozy a surtout financé des projets existants sans effet de levier. S'y ajoute l'erreur majeure de positionnement sur l'énergie : le nucléaire s'est taillé la part du lion alors que l'urgence est à l'élaboration d'un mix énergétique et à son industrialisation en France. Ce plan d'investissement n'est pas un plan de rééquilibrage de la politique énergétique de la France (les énergies renouvelables sont oubliées !), mais la confirmation de notre dépendance au nucléaire et de l'aveuglement de M. Sarkozy.

- **La gestion de l'emprunt a été centralisée, avec une volonté de mettre en concurrence des territoires et des structures.** C'est à la fois inefficace et dangereux. Pour promouvoir le tissu industriel - et d'abord les PME dont l'accès à l'innovation est prioritaire -, c'est à l'échelon local que les choses doivent être décidées.

3. En 2012, la gauche engagera une vraie politique d'investissement industriel, technologique, énergétique, numérique, de recherche

- **Les projets issus des "investissements d'avenir" seront intégrés dans le cadre de la Banque publique d'investissement (BPI)** qui sera mise en place. Cette banque aura les 3 caractéristiques qui manquent aujourd'hui à la politique de N. Sarkozy :
 - **Une masse financière réellement à la hauteur de l'enjeu**, la taille critique d'un véritable Fonds Souverain France,
 - **Une coordination forte**, puisqu'elle réunira dans une seule structure l'ensemble des acteurs aujourd'hui impliqués dans le financement de l'innovation et de l'investissement,
 - **Une mise en œuvre décentralisée**, puisque l'investissement sera décidé via des fonds régionaux (constitués des Conseils régionaux, des pôles de compétitivité, des filières et grappes d'entreprises, des laboratoires de recherche et des établissements d'enseignement supérieur).

4. L'intervention de N. Sarkozy souffre aussi d'un non-dit stratégique : et l'Europe, dans tout cela ?

- **C'est au niveau européen que de nombreux investissements devraient être lancés**, pour disposer d'un effet de levier suffisant.
- Au lendemain de la fermeture du salon du Bourget, qui a vu le triomphe d'Airbus, entreprise européenne autour d'un noyau franco-allemand (EADS fut lancé sous le gouvernement Jospin), comment ne pas rappeler que pour constituer de véritables champions industriels, il faut le faire avec nos partenaires?